

A propos de : Henri Favre, *Le mouvement indigéniste en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 2009, 126p., 13 €

Cet ouvrage est la réédition (partiellement actualisée) d'une synthèse parue en 1996 (aux PUF dans la collection « Que sais-je ? ») et devenue depuis un « classique ». Son auteur, Henri Favre est un chercheur émérite du CNRS, reconnu pour ses travaux en tant que ethnosociologue sur les mondes précolombiens, particulièrement mayas et incas. Ce livre reste une introduction utile sur l'indigénisme en Amérique latine, balayant cette question de l'époque coloniale jusqu'aux années 90 et abordant des aspects sociaux, politiques, idéologiques et culturels. Aborder un ensemble historique et géographique aussi vaste en 126 pages suppose d'offrir au lecteur une lecture globale (ce que Favre réussit fort bien), mais aussi quelques raccourcis et d'accepter de laisser de côté plusieurs aspects : ainsi ce sont essentiellement Mexique et partie andine de l'Amérique qui sont finalement traités.

Cette « querelle de l'indien » (1) présentée ici sur cinq siècles est directement liée à la mauvaise conscience du colonisateur et à la violence du processus impérialiste débuté au XVI<sup>e</sup> siècle par les puissances de la péninsule ibérique. Comme le résume en quelques mots Favre : l'indigénisme est « d'abord, en Amérique latine, un courant d'opinion favorable aux indiens », ce courant qui se veut humaniste est la plupart du temps animé par des créoles, dès les indépendances achevées et par des intellectuels qui prétendent parler au nom des populations amérindiennes, mais sans l'être eux-mêmes. Ainsi l'indigénisme a-t-il une forte connotation paternaliste et populiste qui prétend « résorber l'altérité indienne dans la trame de la nationalité » et d'un Etat-nation à construire par en haut. Ce mouvement aux accents progressistes et nationalistes prétend, de ce fait, édifier une nation, en rupture avec l'héritage colonial hispaniste mais élabore également ses discours et sa politique en lieu et place des indigènes, et non *par et pour* eux-mêmes. Ce mouvement est porté par des métis qui cherchent leurs valeurs en dehors de l'Occident, tout en s'en inspirant. Ces derniers affirment que « l'indien est la face d'elle-même que l'Amérique latine a toujours répudiée ou occultée, en tout cas dévalorisée. Il représente pourtant « la chair de notre chair, les os de nos os » comme le dit Moises Saens (1888-1941) ». Ainsi, pour marquer ce « décrochage » partiel de l'Occident (2), le péruvien Victor Haya de la Torre (1895-1979) proposa-t-il, avec un écho certain, de substituer le nom d'Indo-Amérique à celui d'Amérique « ibérique » ou « latine ». On lira aussi avec intérêt les développements sur les différentes écoles de pensée indigénistes qu'elles soient « raciales » au XIX<sup>e</sup> siècle et valorisant le métissage, « telluristes » (Jaime Mendoza en Bolivie), « culturaliste » (avec le mexicain Gamio) ou encore « marxiste » avec une mention spéciale pour le grand penseur péruvien Carlos Mariátegui et ses « Sept essais d'interprétation de la réalité péruvienne » (1928). D'ailleurs, l'auteur rappelle que plusieurs marxistes latino-américains nieront pendant longtemps aux peuples originaires le caractère de nations opprimées pour y voir seulement des classes rurales exploitées, tout en développant une fascination pour l'organisation Inca et ses *ayllus* communautaires, sorte de communisme avant la lettre. Il s'agirait alors selon eux de s'appuyer sur cette « tendance naturelle de l'indien au communisme », idées fort peu orthodoxes aux yeux du Komintern stalinien... (3)

H. Favre revient, toujours brièvement, sur certaines expressions artistiques de l'indigénisme : littérature, musique, chant et peinture (dont l'éclatant muralisme mexicain révolutionnaire de Rivera, Orozco et Siqueiros). Il conclut cette synthèse par deux chapitres centrés sur les politiques gouvernementales indigénistes qui connurent leur âge d'or entre 1920 et 1970, dans le sillage d'une dynamique national-populaire qui se développe sur fond de réformes agraires. Ainsi, « la politique indigéniste peut être définie comme l'action systématique que mène l'Etat au moyen d'un appareil administratif spécialisé pour induire un changement de contrôle au sein de la population indigène, de manière à résorber les disparités économiques, sociales et culturelles entre indiens et non indiens ». Dans son évaluation critique, H Favre note les errements et défaillances de ces politiques, alors qu'au final la bonne volonté de certaines politiques publiques est presque aussitôt annulée par les options macro-économiques des classes dominantes et par le désarroi de communautés rurales en crise face à la capitalisation de l'agriculture ou des réformes agraires limitées. Une telle modernisation capitaliste va souvent de pair avec un exode rural massif des populations indigènes, la perte de leur langue et de leur culture, une assimilation sous contrainte dans les marges et interstices des grandes villes.

Si cet essai se lit indéniablement bien, la dernière partie : « de l'indigénisme à l'indianisme » laissera certainement les lecteurs intéressés par l'actualité latino-américaine sur leur faim et montre certaines des importantes limites de ce travail de synthèse. Selon Favre : « le passage de l'indigénisme à l'indianisme correspond à la fin de l'ère populiste et à l'entrée de l'Amérique latine dans un nouvel âge libéral ». Rappelons que l'indianisme est la plupart du temps considéré comme une idéologie et un mouvement de luttes issus des populations originaires mobilisées, mettant en avant la revendication d'une identité spécifique et qui cherchent à en assurer la promotion sur le plan politique et institutionnel. L'indianisme est aussi une critique ouverte, plus ou moins radicale, du paternalisme indigéniste et des modèles culturels occidentaux imposés par « en haut ». L'ethnosociologue français présente quelques organisations

indianistes apparues lors des dernières décennies telle que la CONAIE (Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur) et insiste dans sa conclusion sur le danger d'une « tribalisation » de l'Etat-nation et l'avènement de « sociétés éclatées » qu'elles représenteraient par leur engagement et leurs idées. Il note aussi -à rebours d'un certains indianisme bien pensant- que dans plusieurs pays, le néolibéralisme s'est parfaitement adapté, au cours des années 80/90, à un certain indianisme multiculturaliste (comme en Colombie) ou encore que les institutions internationales (telle la Banque mondiale) ont joué le jeu de l'ethnodéveloppement néolibéral, aboutissant à renforcer ou figer des « traditions ethniques » en organisant, de fait, une marginalisation ethnique massive et un désengagement de l'Etat des communautés. En le résumant ainsi, l'auteur semble regretter amèrement cette nouvelle ère, craignant une segmentation accrue des sociétés latino-américaines. Le problème de la prééminence des thématiques identitaires sur les questions de classes ou la problématique sociale est bien réel dans ce débat, quelle que soit la légitimité de la cause soutenue (4). Mais c'est aller un peu vite en besogne que de résumer l'indianisme latino-américain à cette seule contradiction ou vision des mots et des choses. Les mobilisations indigènes des 20 dernières années montrent également, et même surtout, toute leur vigueur *démocratisante* lorsqu'elles associent mobilisations collectives, questions sociales et revendications identitaires dans la perspective de la fondation d'un Etat multinational et d'une souveraineté nationale recouvrée sur les ressources naturelles. Ainsi, la problématique, aujourd'hui largement discutée, du postcolonialisme (mettre fin à « 500 ans d'oppression et d'exclusion » et « décoloniser » l'Etat oligarchique), tout autant que celle du postnéolibéralisme, a été alimentée dans plusieurs pays grâce à ce renouveau indianiste, ce qui semble échapper à H. Favre.

Ces mouvements qui se disent parfois « identitaires, révolutionnaires et démocrates » revendiquent, dans leur grande majorité, une intégration sans assimilation, une autonomie sans séparation, une identité sans racisme. L'originalité de ces mouvements n'est certes pas à idéaliser et l'impact des mouvements indigènes sur le « virage à gauche » qu'a connu l'Amérique latine depuis le début des années 2000 diffère nécessairement d'un endroit à l'autre (5). Il est aussi exact que l'indianisme qui surgit dans les années 1970 et 1980 a pu prendre des chemins de traverses vers des principes essentialistes, racistes à rebours, ou qu'il apparaît encore sous un tel visage, que cela soit dans l'ethnocacérisme nationaliste péruvien (fondé par le clan familial Humala Tasso) ou encore dans l'approche neokatariste d'un Felipe Quispe en Bolivie, leader aymara qui rêve la reconstitution du territoire aymara originel, le « Collasuyo », contre toute contamination occidentale ou métisse. D'autre part, le retour actuel vers un « pachamamisme » bien pensant, et parfois condescendant, d'une partie des élites d'une partie de la gauche mondiale est certes à analyser avec un œil critique.

Pourtant, l'indianisme latino-américain a su -dans plusieurs cas- renouveler les perspectives démocratiques sans tomber dans la soupe idéologique post-moderne et dépasser ainsi la sclérose d'une partie de la gauche révolutionnaire historique (6) : c'est ce que rappelle le sociologue Yvon Le Bot pour qui les luttes indianistes « visent à l'intégration des Indiens dans la nation sur un pied d'égalité, sans qu'ils aient à renoncer à leur identité. [...] Elles mettent en cause, en revanche, les modèles verticaux et étatistes et participent à l'émergence d'une société civile et d'une culture politique qui ne gravite plus de manière aussi exclusive autour de l'État et des partis, qui se reconstruit dans les rapports entre la société et le pouvoir. Elles tissent des réseaux en deçà et au-delà des institutions de l'État-nation » (7). C'est particulièrement le cas de la Bolivie d'Evo Morales et du MAS (Mouvement au socialisme) qui tentent, depuis 2005 et non sans mal et limites, la construction d'un indianisme ouvert et progressiste : « un indianisme qui ne doit pas laisser de côté la Bolivie non indigène, ni la rejeter dans une situation de mépris, au nom d'une quelconque revanche historique ou d'un retour excluant aux traditions et coutumes des peuples andins » (8). Les mouvements paysan et indigène boliviens proposent effectivement une vision nouvelle du projet multiculturel, critique du projet néolibéral et reformulée à travers un discours « nationaliste plébéen » : « Si l'idée nationale fut élaborée par la classe moyenne urbaine (qui l'envisageait comme le support du « métissage »), puis brandie par les cadres du mouvement ouvrier lors des luttes pour le rétablissement de la démocratie dans les années 1970 et 1980, il s'agit désormais de repenser cette même idée à partir de la vision d'une Bolivie plébéenne « unie dans la diversité » contre un adversaire : l'impérialisme » (9).

Ce livre de H Favre qui date de 1996, « actualisé » pour cette édition de 2009 n'en dit pas un mot ; pas plus d'ailleurs que de l'expérience exceptionnelle du neozapatisme qui, depuis 1994 pourtant !, dans la forêt lacandone mexicaine a mis en place « d'autres mondes possibles » sur le plan local, une démocratie communautaire résolument basée sur la culture indigène mais ouverte au reste de la société civile et participant activement de la galaxie altermondialiste. Pour un spécialiste du Mexique, l'oubli d'une part non négligeable, fondamentale même, nous semble t-il, de la réalité des mouvements indigènes latino-américains actuels fait que, au final, cette synthèse semble laisser en chemin des aspects parmi les plus passionnants qu'aurait pu aborder la dernière partie de ce livre, s'ancrant ainsi dans les réalités d'Amérique latines en lutte. Tel n'est pas le parti pris de l'auteur. Car ainsi que le remarquait récemment Alfredo Gomez-Muller à propos des travaux du sociologue (et actuel vice-président) bolivien Garcia Linera, l'importance de l'indianisme et des thèmes du multicivilisationnel « dans la théorie et la pratique de toute une partie de la gauche

latino-américaine contemporaine, témoigne d'une certaine prise de conscience du fait que le capitalisme n'est pas seulement une logique d'appropriation privée du travail social, mais aussi une logique de destruction de la culture en général, c'est-à-dire de la capacité des personnes et des sociétés à produire du symbolique : des sens et des valeurs permettant d'imaginer des possibles par-delà les finalités du profit, du rendement, de l'accumulation et du pouvoir » (10).

### Franck Gaudichaud

**(Maître de conférences en Civilisation hispano-américaine à l'Université Stendhal-Grenoble 3. A dirigé : *Le volcan latino-américain. Néolibéralisme, gauches et mouvements sociaux en Amérique latine*, Paris, Textuel, 2008)**

(1) Nous ne développerons pas ici l'importante bataille sémantique qui existe autour de la dénomination des peuples originaires d'un sous-continent dénommé désormais communément « Amérique latine » : indiens, indigènes, amérindiens, autochtones, tous ces termes sont marqués par le colonialisme et par une vision eurocentriste... Aujourd'hui, en Amérique latine, les peuples originaires eux-mêmes emploient largement le terme de « indígena » ou de « pueblos originarios », celui de « indio » étant considéré comme péjoratif (voir les remarques de H. Favre, pages 10 et 11).

(2) J.-L. Amselle, *L'Occident décroché. Enquête sur les postcolonialismes*, Paris, Stock (« Un ordre d'idées »), 2008.

(3) Pour approfondir cette question : M. Löwy, *Le marxisme en Amérique latine. Anthologie*, Paris, Maspéro, 1980.

(4) F. Gaudichaud, « Indianisme et transformation sociale en Bolivie : comment penser un marxisme critique ouvert aux problématiques identitaires ? », introduction au texte de Alvaro García Linera sur « Indianisme et marxisme. La non-rencontre de deux raisons révolutionnaires », *ContreTemps*, n° 4, Syllepse, décembre 2009 (repris sur notre site Web : [www.contretemps.eu/archives/indianisme-marxisme](http://www.contretemps.eu/archives/indianisme-marxisme)).

(5) F. Poupeau, H. Do Alto, « L'indianisme est-il de gauche ? », *Civilisations*, 58-1, 25 septembre 2009, <http://civilisations.revues.org/index1971.html> et Alternatives Sud, « La Bolivie d'Evo. Démocratique, indianiste, socialiste ? », Vol. 16, N°3, Syllepse/CETRI, Paris, 2009.

(6) Voir les travaux du sociologue Bernard Duterme sur le sujet : [www.cetri.be/spip.php?auteur6](http://www.cetri.be/spip.php?auteur6).

(7) *La grande révolte indienne*, Paris, R. Laffont, 2009.

(8) C. Rudel, « Du colonialisme à l'indianisme », *Risal/Espaces latinos*, <http://risal.collectifs.net/spip.php?auteur62>.

(9) Hervé Do Alto & Pablo Stefanoni, *Nous serons des millions. Evo Morales et la gauche au pouvoir en Bolivie*, Éditions Raisons d'Agir, 2008.

(10) Alfredo Gomez-Muller, « Les luttes des « indigènes en Bolivie : un renouveau du socialisme ? », in *La Revue Internationale des Livres et des Idées*, mars 2010, <http://revuedeslivres.net/articles.php?idArt=508>.